

IN magazine N° 200 - Novembre / Décembre 2021

8 décembre 2021

Inflation

Le discours simpliste, imputant exclusivement l'augmentation galopante des prix à la pénurie des matières premières, masque une réalité.

Celle du rôle actif des gouvernements libéraux et sociaux-démocrates qui se sont succédé. Ils ont contribué à répondre aux exigences des multinationales vers des productions à bas coût dans des pays où la démocratie, les droits de l'homme, le progrès social n'existent pas.

La crise inflationniste que nous traversons est la conséquence directe des délocalisations, de la casse de l'emploi, des politiques de bas salaires, des retraites et des minima sociaux imposés dans notre pays. C'est également le choix de Macron et de son gouvernement d'utiliser l'inflation comme véritable arme de guerre sociale. Pour faire payer au prix fort «le quoi qu'il en coûte» principalement aux salariés consommateurs.

Emmanuel Macron, dans sa grande mansuétude, joue les bons apôtres en accordant aux petites gens une prime de 100€uros. Ce qui lui permet de ne pas répondre sur le fond à la nécessaire exigence de l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux. Il ne répond également pas sur la réduction des taxes sur les énergies. C'est pourtant douze millions de Français qui n'ont pas les moyens de se chauffer correctement en hiver. Ce n'est pas d'une politique de charité business dont ont besoin les salariés consommateurs mais de la revalorisation des salaires, des retraites et des minima sociaux.

Dans la série charité, Macron et EDF nous ont réinventé «les Robins des Bois» en interdisant les coupures d'électricité pour non-paiement. Comme il faut faire sentir le glaive, on réduit son débit au strict minimum. Mais comment peut-on couper ou réduire l'électricité et l'eau à une personne, à une famille en difficulté financière ? C'est explicitement les condamner à l'expulsion de leur logement, de

la société donc à une mort lente. C'est pourquoi Indecosa CGT se bat pour l'interdiction des coupures et de la réduction des débits de l'énergie.

Dans l'ignominie, c'est aussi la campagne du patronat imputant les bas salaires aux «charges sociales». En oubliant que celles-ci font partie intégralement du salaire. Imaginez si l'on supprime la part socialisée de votre salaire, ce n'est plus ni assurance maladie, ni allocations familiales, ni indemnisation chômage, ni retraite. Toute notre protection sociale est financée sur le produit du travail, et pas sur l'impôt qui ne garantirait pas sa pérennité. Si l'on diminue la part socialisée du salaire alors c'est le patronat qui sera gagnant et les salariés qui paieront encore plus la facture. Au final, quand on réduit les salaires, on casse notre protection sociale, notre sécurité sociale. Pour toutes ces raisons, Indécosa CGT revendique une véritable augmentation du pouvoir d'achat.

Patrice Bouillon

Secrétaire national Indécosa CGT